

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 28/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALLOO FRANCE Division Halluin**

1 avenue du Port Fluvial  
BP 81  
59250 Halluin

Références : inspection 2023  
Code AIOT : 0007001187

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE Division Halluin implanté 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection fait suite à un incident survenu le 09/02/2023 sur le broyeur principal de l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE Division Halluin
- 1 avenue du Port Fluvial BP 81 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007001187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Galloo France appartient au groupe belge Galloo Recycling. Le groupe exploite une trentaine d'établissements en France dont 4 broyeurs de métaux. L'exploitation sur le site a démarré en 1939. Le site se trouvait alors en Belgique. Il s'est retrouvé des deux côtés de la frontière à la suite du détournement du lit de la Lys. Galloo France à Halluin s'étend aujourd'hui sur 14 hectares environ.

L'établissement exerce l'activité de récupération de métaux, de matières non métalliques (caoutchouc, plastiques, bois...) et de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

L'activité est initialement autorisée sous les anciennes rubriques n° 98 bis, 167C, 286, 2560.1 et 2663.2.a de la nomenclature des installations classées.

Un arrêté préfectoral du 14 octobre 2008 encadre le fonctionnement de l'installation. L'établissement est initialement autorisé pour les capacités maximales suivantes :

- 200 000 t/an pour le broyeur « Kondirator » ;
- 100 000 t/an pour la ligne de tri des résidus de broyage (VHU et DEEE) ;
- 100 000 t/an pour la cisaille ;
- 25 000 t/an pour la ligne de traitement des DEEE (cette ligne n'a pas été mise en service);
- 10 000 véhicules/an pour la ligne de traitement des VHU.

L'établissement est par ailleurs soumis à la Directive n°2010-75-UE relative aux émissions industrielles, dite Directive IED.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2023 est venu actualiser et modifier l'arrêté du 14 octobre 2008.

Les activités classées actualisées sont les suivantes :

- **Rubriques sous le régime de l'autorisation :**

2718-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : Tri, transit et regroupement de batteries au plomb, tournures et de moteurs souillés : 1 100 t

2790, Installations de traitement de déchets dangereux : Broyage de déchets de DEEE : Ligne de tri des résidus de broyage (LTRB) : 275 t/j.

2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux :

- Broyage de déchets non dangereux :
- broyeur Kondirator : 800 t/j ;
- double broyeur Eldan de 180 t/j ;
- cisaille fixe de 380 t/j ;
- oxycoupage : 30 t/j ;
- broyeur BHS de 720 t/j.

Dans une limite de capacité de traitement de 2 080 tonnes/j.

2750, Stations d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation : la station réceptionne les effluents des société Galloo Plastics à Haluin et Gallo Menen.

3532, Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour : Broyeur de déchets métalliques. 2 080 t/j.

3550, Stockage temporaire de déchets : stockage de 800 t.

- **Rubriques sous le régime de l'enregistrement :**

2560-1, Travail mécanique des métaux et alliages : Broyage et cisailage des métaux et alliages, puissance de 5740 KW

2663-2.a, Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est

composée de polymères : stockage de 15 000 m<sup>3</sup>

2712-1, Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage :

Activité de stockage, dépollution et démontage des VHU sur 28000 m<sup>2</sup>

Activité de broyage de VHU dépollués : 26 721 m<sup>2</sup>.

La surface totale est de 54 721 m<sup>2</sup>.

2713-1, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux : Entreposage de déchets de métaux sur l'ensemble du site, hors activité 2712 sur une surface de 107 354 m<sup>2</sup>

2716-1, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : Tri, transit et regroupement dans la ligne de tri des résidus de broyage pour un volume total de 16 650 m<sup>3</sup> (15 000 m<sup>3</sup> de déchets en mélange non ferreux et 1 650 m<sup>3</sup> de résidus de broyage).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incident est survenu le 09/02/2023 sur le site Galloo France division Halluin. Cet accident n'a pas eu de conséquences sur les installations, le personnel ou l'environnement. Le rapport d'accident a été transmis conformément aux dispositions de l'article R512-690 du Code de l'Environnement.

Aucun non conformité n'est relevée.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le 09/02/2023 à 8h05, une explosion a eu lieu dans le broyeur "Kondirator", broyeur principal du site.</p> <p>Une fois l'épisode accidentel géré (assurance de la mise en sécurité et arrêt de l'installation), l'exploitant a immédiatement informé l'inspection de l'environnement par courriel du même jour à 10h45.</p> <p>Le message indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature et l'heure de l'évènement</li> <li>- la mise à l'arrêt de l'installation pour vérification général avant remise en fonctionnement</li> <li>- l'absence de dégât important sur l'installation</li> <li>- l'absence de victime</li> <li>- l'information réalisée immédiatement auprès de la municipalité de Halluin. Cette dernière ayant indiqué que l'explosion n'a pas été entendue à hauteur de la mairie</li> <li>- l'origine de l'explosion est en cours de recherche.</li> </ul> <p>L'inspection s'est rendue sur site le 10/02/2023, jour de la Commission de Suivi de Site (CSS). L'évènement a été évoqué à cette occasion afin d'assurer la communication auprès des membres de la CSS.</p> <p>Le broyeur est entièrement bardé et des dispositifs d'évents sont installés aux différents endroits stratégiques de l'installation. Un évent a fait son office et permis d'évacuer la surpression générée par l'explosion.</p> <p>Sur le plan de l'exploitation, l'activité a pu reprendre rapidement.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'accident le 04/04/2023 conformément à la demande de l'inspection formulée le 10/02/2023.</p> <p>Le rapport d'accident est joint au présent rapport. Il est établi selon le format délivré par l'inspection.</p> <p>Il précise les circonstance de l'accident, les modalités d'arrêt, de contrôle des installations et de remise en fonctionnement.</p>

Le rapport précise également la communication externe qui a été réalisée auprès de la population (réseaux sociaux), de la municipalité de Halluin (communication directe) et la DREAL.

L'exploitant indique soupçonner la présence d'un corps creux ou d'un obus caché dans la matière à broyer (dans un VHU compacté).

En terme d'action, l'exploitant a réalisé une action de communication à destination des fournisseurs susceptibles d'apporter des VHU compressés afin qu'ils renforcent en amont le contrôle de leur matière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet